

[Text]

ans! Yet we sit here with fish plants closed, having to go to Ottawa to *bay* as a province to get some millions of dollars to help create jobs, to help fishermen and plant workers get enough stamps to qualify for unemployment insurance benefits this winter. It is nothing short of a Newfie joke, but let me tell you this: It is not very funny.

And why have I gone to Ottawa over the years to attend various meetings of this nature, and kept on emphasizing no surplus exists to the needs of our fishing industry in Canada? So why are we, as a country, doing this to ourselves? Why are we allocating in bilateral agreements not hundreds of tonnes, not thousands of tonnes, but tens of thousands of tonnes. Hundreds of thousands of tonnes of fish on an annual basis go to foreign countries; give-away deals to foreign countries, who will take that fish, process it at sea in some cases, take it back to their respective countries—and then what? They end up in the marketplace in competition with the fish we ourselves produce as Canadians.

• 2000

I have to say that unless that issue of resource management is addressed within the next 12 months, there is no need to come down to Newfoundland from Ottawa as politicians, because you will not have a viable fishery in the inshore sector. And the inshore sector is the most important sector. It was and is now the most viable sector.

You do not see hundreds of millions of dollars going into the inshore sector, to the independent plants, family-owned operations, hands-on management situations. Sure, \$105 million just recently went to Fishery Products International, the offshore sector, because 15 of their plants will be sold: the 15 inshore plants. But the inshore sector . . . and as long as the attitude in Ottawa and of the bureaucrats in particular is that the inshore fishery will never be viable, that the inshore fishery is only a social program, that the inshore fishery will always need funds from Ottawa to create work programs in the fall of each year, or in the winter months, it will be down to a point where it is just one big social scheme, and the bureaucrats will go to the politicians and recommend: forget the inshore fishery. The trend is already established. The trend has been established in Ottawa towards forgetting about the inshore fishery, which is the life-blood of hundreds of communities along the northeast and east coasts and the south coast of our province.

So what has to be done? Rather than prepare a full brief, a written brief, I have brought forward to you seven recommendations. I made these recommendations after much consideration and thought over the last number of years as a Minister in this province; after seeing the Macdonald commission and its report and the process it went through to make the report, and the Kirby task force and others in recent years. It is down to a point now where we have simply no choice but to get

[Translation]

non excédentaires dont nous, Canadiens, avons besoin! Nous nous retrouvons avec des usines fermées et nous devons aller à Ottawa pour tenter d'obtenir quelques millions de dollars pour aider la province à créer des emplois, pour aider les pêcheurs et les ouvriers d'usine à obtenir suffisamment de timbres afin d'avoir droit aux prestations d'assurance-chômage pendant l'hiver. Cela ressemble pas mal à une blague Newfie, mais laissez-moi vous dire quelque chose: ce n'est pas très drôle.

Pourquoi ai-je dû me rendre à Ottawa pendant toutes ces années pour assister à diverses réunions de ce genre et mettre constamment l'accent sur le fait que notre industrie des pêches au Canada ne marque pas de surplus? Pourquoi agissons-nous, comme nation, de cette manière? Pourquoi signons-nous des ententes bilatérales allouant non pas des centaines de tonnes, ni des milliers de tonnes, mais des centaines de milliers de tonnes de poisson? Des centaines de milliers de tonnes de poisson s'en vont chaque année à l'étranger; faites des offres alléchantes aux pays étrangers; ils captureront le poisson, le transformeront en pleine mer dans certains cas, le ramèneront dans leur pays respectif, et que se passera-t-il ensuite? On retrouvera ce poisson sur le marché, en concurrence avec celui que les Canadiens produisent.

Je dois ajouter qu'à moins qu'on ne règle la question de la gestion des ressources dans les douze prochains mois, vous n'aurez plus, en tant qu'hommes politiques, à vous déplacer d'Ottawa à Terre-Neuve parce qu'il n'y aura plus d'industrie de la pêche côtière viable. Cette activité est la plus importante. Elle était, et elle est toujours, l'activité la plus viable.

Vous ne verrez jamais l'allocation de millions de dollars à la petite pêche, aux petites usines indépendantes, ou aux entreprises familiales ou cogérées. On a bien sûr alloué récemment 105 millions de dollars aux Pêcheries Internationales Ltée, pour la pêche hauturière, parce que quinze de leurs usines seront vendues: ce sont les quinze usines du secteur de la pêche côtière. Mais la pêche côtière . . . et aussi longtemps qu'Ottawa, et les bureaucrates en particulier, continueront de croire que la petite pêche ne sera jamais viable, qu'elle n'est qu'un programme d'aide sociale, qu'on aura toujours besoin des fonds d'Ottawa pour la création de programmes d'emplois à chaque automne, ou pendant l'hiver, cette activité sera ramenée à un programme étendu d'aide sociale et les bureaucrates recommanderont aux hommes politiques de ne plus s'occuper de la pêche côtière. Cette tendance existe déjà. On a déjà commencé à Ottawa à mettre de côté ce secteur de l'industrie de la pêche qui est le gagne-pain de centaines de collectivités situées le long des côtes Nord-Est, Est et Sud de notre rovince.

Qu'est-ce qu'il faut faire? Plutôt que de vous présenter un long exposé écrit, je souhaite vous présenter sept recommandations. Elles sont le résultat de l'examen approfondi de la question et de longues réflexions des dernières années, pendant lesquelles je remplissais le rôle de ministre dans cette province; elle découlent aussi des délibérations de la commission MacDonald et de toutes les étapes de la rédaction de son rapport, ainsi que des travaux récents du groupe de travail